

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 915

6 mai 2011

SOMMAIRE

Ardec S.A.	43876	Ingenium	43889
Barkelay Sàrl	43897	Les Terrasses S.A.- SPF	43889
Barlux S.A.	43917	LS Alloys	43874
Berlys Fashion SA	43893	Lugala S.A.- SPF	43889
Berlys S.C.A.	43893	Maliso Holding S.A.	43915
Birke S.A.	43877	Nicole Van Engelen Beheer B.V./S.à.r.l. ...	43920
Calfin S.A.	43874	Novopar	43898
Capital Gestion	43876	OMA Spf S.A.	43884
CIC CH Fund	43884	Omnium Textile S.A.	43876
Commercial Real Estate Loans SCA	43890	Parsifal SPF S.A.	43890
Devana S.A.- SPF	43886	PVV SICAV	43880
Diane Finance International S.à r.l.	43920	QS Italy SICAR S.A.	43875
DZ PB	43895	RP Rendite Plus	43877
DZ Privatbank S.A.	43895	RP Rendite Plus	43888
Endicott S.A.	43875	RWC Funds	43878
European CleanTech I SE	43885	Sky Real Estate S.A.	43890
FINANCIERE D'EVRY Spf S.A.	43878	Tignanello Properties S.A.	43878
Finland S.A.	43888	Transcom WorldWide S.A.	43880
Foyer Selection	43887	Tuvalu Holding S.A.	43915
Heystone S.A.	43875	Universal Premium Trading	43908
Infor-ID S.A.	43874	WGZ BANK Luxembourg S.A.	43895

LS Alloys, Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 71, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 82.463.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, le mardi 14 juin 2011 à 11 heures avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice 2010;
- Approbation des comptes 2010;
- Affectation du résultat;
- Décharges à donner aux administrateurs;
- Décharges à donner au Réviseur d'Entreprise;
- Divers.

Aucun quorum n'est requis pour la tenue de cette assemblée. Les décisions de l'assemblée seront prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés votants.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011053901/19.

Infor-ID S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 54.077.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 23 mai 2011 à 14:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011057596/696/17.

Calfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 38.400.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 24 mai 2011 à 16:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2009 et 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011057600/696/18.

Endicott S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 46.942.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 23 mai 2011 à 14:30 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011057598/696/17.

QS Italy SICAR S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 106.582.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of QS Italy SICAR S.A. (the "Company") for the financial year ended on 31 December 2010 (the "Meeting") will be held at the registered office of the Company in Luxembourg, 84, Grand-rue, on 25 May 2011 at 11.00 a.m. local time for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. To approve the report of the board of directors (collectively referred to as the "Board", each member being individually referred to as a "Director") and the report of the independent auditor (the "Auditor") for the financial year ended on 31 December 2010;
2. To approve the annual accounts for the year ended on 31 December 2010;
3. To grant discharge to the Directors and to the Auditor with respect to the performance of their respective duties for the financial year ended on 31 December 2010;
4. To re-appoint the Auditor for the period ending on 31 December 2011.

The shareholders are advised that no quorum is required to resolve on the items set out in the agenda of the Meeting and that resolutions will be taken on simple majority of the shares present or represented and favourably voting for such resolutions at the Meeting.

Shareholders may vote in person or by proxy. A proxy form is available at the Company's registered office at 84, Grand-rue, L-1660 Luxembourg (fax: +352 22 60 56).

Proxy forms should be returned to the registered office of the Company to the attention of Mr Jean-Benoît Lachaise before 5.00 p.m. (Luxembourg time) on May 23, 2011 as further detailed on the proxy form.

For and on behalf of QS Italy SICAR S.A.

The Board

Référence de publication: 2011059273/28.

Heystone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 132.081.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 24 mai 2011 à 10.00 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Présentation des Rapports: du Conseil de Surveillance, du Directoire et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31/12/2009;

3. Affectation du résultat;
4. Décharge aux membres du Conseil de Surveillance, aux membres du Directoire et au Commissaire aux Comptes;
5. Divers.

Le Directoire.

Référence de publication: 2011059275/322/16.

Omnium Textile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 3.329.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 25 mai 2011 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Report de la date de l'Assemblée au 25 mai 2011,
2. Approbation du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2011059278/18.

Ardec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1948 Luxembourg, 30, rue Louis XIV.
R.C.S. Luxembourg B 9.599.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 27 mai 2011 à 10.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2009.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011059868/1261/16.

Capital Gestion, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 108.332.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav CAPITAL GESTION à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 mai 2011 à 9.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé
6. Nominations statutaires.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Les Actionnaires au porteur qui souhaitent participer à la présente Assemblée doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg. Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax : +352 49 924 2501 - dg.ifs.corporate.services@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2011061762/755/24.

Birke S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 79.963.

Die Aktionäre werden hiermit zur Teilnahme an der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, welche am 26. Mai 2011 um 16 Uhr in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Lagebericht des Verwaltungsrats und Prüfungsbericht des Kommissars.
2. Verabschiedung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2010.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Kommissars für ihre Tätigkeit während des entsprechenden Geschäftsjahres.
5. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011061761/29/18.

RP Rendite Plus, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 94.920.

Mitteilung an die Anteilinhaber
des

Allianz RCM High Dividend Discount USA

Der Verwaltungsrat der RP Rendite Plus (die "Gesellschaft") hat den Beschluss gefasst, den Teilfonds Allianz RCM High Dividend Discount USA der Gesellschaft (der "untergehende Fonds") mit dem Teilfonds Allianz RCM European Equity Dividend der Gesellschaft Allianz Global Investors Fund (der "aufnehmende Fonds"), wie in der folgenden Tabelle beschrieben, mit Ablauf des 9. Juni 2011 (der "Stichtag") zu verschmelzen, da sich aufgrund des geringen Fondsvolumens ein effizientes Fondsmanagement zunehmend schwieriger gestaltet.

Anteilkasse des untergehenden Fonds

RP Rendite Plus - Allianz RCM High Dividend Discount USA A (EUR)
RP Rendite Plus - Allianz RCM High Dividend Discount USA A (H-EUR)

Anteilkasse des aufnehmenden Fonds

Allianz Global Investors Fund - Allianz RCM European Equity Dividend A (EUR)
Allianz Global Investors Fund - Allianz RCM European Equity Dividend A (EUR)

Aufgrund der Verschmelzung wird der untergehende Fonds RP Rendite Plus - Allianz RCM High Dividend Discount USA aufgelöst.

Senningerberg, 6. Mai 2011.

Im Auftrag des Verwaltungsrats

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011061775/755/24.

FINANCIERE D'EVRY Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 34.498.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 26/05/2011 à 16.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2010;
- Affectation du résultat au 31.12.2010;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061765/18.

Tignanello Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 70.991.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO S.A.

Signature

Référence de publication: 2011040565/11.

(110045567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

RWC Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 122.802.

Dear shareholder,

As the extraordinary general meeting of the shareholders of the Corporation that was convened on 27th April 2011 could not validly deliberate on the items on the agenda due to a lack of quorum, you are hereby reconvened to an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Corporation (the "Meeting"), to be held in Luxembourg on 8th June 2011 at 3.00 p.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Corporation:

Shareholders who are unable to attend this Meeting are kindly requested to return the enclosed proxy forms duly completed, dated and signed by fax to +352 24 88 8491 and to mail the original to Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, 20 Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg ("BPERE") to the attention of Mrs Géraldine Diseur.

To be valid the original proxies should be received by BPERE before 6 p.m. (Luxembourg time) on 7th June 2011.

The Meeting shall vote and deliberate with the following agenda:

Agenda:

Sole Resolution

I. To amend the articles of incorporation of the Corporation (the "Articles") as follows:

1. Amendment of article 3 which shall read as follows:

"The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities of any kind, money market instruments and other permitted assets referred to in Part I of the law of 20th December 2002 regarding undertakings for collective investment, as amended (the "Law") (as from 1st July 2011, the reference to the Law shall be deemed to be a reference to the law of 17th December 2010 on undertakings for collective

investment, as this law may be amended from time to time) with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the Law."

2. Amendment of article 6 to underline that:
 - in the case of bearer shares, the bearer, and in the case of registered shares, the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders ("Register of Shareholders"), shall be considered by the Corporation as full owner of the shares;
 - in the case of notices and announcements returned as undeliverable to the address entered in the Register of Shareholders, the Corporation may enter a notice to this effect in the Register of Shareholders and deem the shareholder's address to be at the registered office of the Corporation;
 - in the case of joint shareholders, the Corporation may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share until one representative has been designated by the joint owners and may make payments to the first registered shareholder.
3. Amendment of article 8 in order to authorise the directors to
 - (i) refuse to issue or register any transfer of share, or (ii) compulsorily redeem any existing shareholding, or (iii) impose such restrictions, or (iv) demand such information as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Corporation are acquired or held by (directly or indirectly) (a) any person in breach of the law, regulation or requirement of any country or governmental authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the board of directors or its duly authorized agent might result in the Corporation or any of its duly authorized agents incurring any liability to taxation or suffering any sanction, penalty, burden or other disadvantage (whether pecuniary, administrative or operational) which the Corporation or its duly authorized agent might not otherwise have incurred or suffered or (c) any person who may entail that any limit, to which his shareholding is subject, is breached.
 - compulsorily repurchase part or all of the shares held by any person precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Corporation.
4. Amendment of articles 10 and 12 to take advantage of certain flexibilities available under Luxembourg law generally and the 2010 Law in particular, and relating to the convening and the holding of general meetings of shareholders of the Corporation.
5. Amendment of article 13 to empower any general meeting of shareholders to elect the directors of the Corporation.
6. Amendment of article 14 to permit any director to cast their vote in writing, by cable telegram, telex message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such vote.
7. Amendment of article 16 to take advantage of flexibilities available under the 2010 Law and in particular cross sub-fund investments and master-feeder structures and consequently to allow any sub-fund, subject to adequate disclosure in the sales documents of the Corporation, to invest more than 10% of its net assets in units or shares of undertakings for collective investment in accordance with the Law.
8. Amendment of article 21:
 - to permit the Corporation to pay redemption proceeds by no later than 7 business days period;
 - to authorise, under certain conditions, redemptions in kind;
 - to clarify that deferred redemption or conversion requests will be dealt with at such valuation day as described in the sales documents.
9. Amendment of article 24 to authorise, under certain conditions, subscriptions in kind.
10. Amendment of article 28:
 - to authorise the directors to divide one or more sub-fund(s) / class(es) of shares and to specify that the decision to merge, organise or split the sub-fund(s) / class(es) of shares may also be taken at a meeting of the shareholders of the relevant sub-fund(s)/class(es) of shares;
 - to mirror the provisions of the 2010 Law on mergers of UCITS.
11. General update of the Articles mainly for clarification purposes and to reflect appropriate legal references to the 2010 Law.

VOTING

Shareholders are advised that the aforementioned resolution is not subject to any quorum requirements and will be passed by a majority of two thirds of the votes cast. Votes cast shall not include votes attached to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

A consolidated version of the Articles including the proposed amendments to the Articles is available free of charge, at the registered office of the Corporation.

Yours sincerely,

By order of the Board of Directors.

PVV SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 82.676.

Die Aktionäre der PVV SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG DER AKTIONÄRE

eingeladen, die am 25. Mai 2011 um 15.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2010 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2010 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der PVV SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter der Telefonnummer 00352/44903 - 4025 oder unter der Fax-Nummer 00352/44903 - 4009 angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011061772/755/28.

Transcom WorldWide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Luxembourg, 45, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 59.528.

Convening notice is hereby given to the shareholders of Transcom to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Transcom's shareholders (the "AGM") that will be held on 25 May 2011 at 10:00 a.m. CET at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Appointment of Chairman of the AGM.
2. Presentation of the reports of the board of directors of Transcom and of the external auditor of Transcom on (i) the annual accounts of Transcom for the financial year ended 31 December 2010 and (ii) the consolidated annual accounts for the financial year ended 31 December 2010.
3. Approval of the annual accounts and the consolidated accounts for the financial year ended 31 December 2010.
4. Allocation of the results as of 31 December 2010.
5. Discharge of the liability of the members of the board of directors of Transcom for, and in connection with, the financial year ended 31 December 2010.
6. Appointment of the members of the board of directors of Transcom.
7. Appointment of the external auditor of Transcom.
8. Determination of the directors' fees.
9. Approval of the procedure for the Nomination Committee of Transcom.
10. Approval of a long term incentive plan for executive management of Transcom (the "LTIP").
11. Approval of a share repurchase plan of Transcom (the "Share Repurchase Plan").
12. Miscellaneous.

INFORMATION

APPOINTMENT OF THE CHAIRMAN OF THE MEETING (AGM item 1)

The Nomination Committee proposes that the attorney at law (avocat à la Cour), Jean-Michel Schmit, be appointed Chairman of the AGM.

ALLOCATION OF THE RESULTS AS OF 31 DECEMBER 2010 (AGM item 4)

The board of directors acknowledges that the profit and loss account for the period starting 1 January 2010 and ending 31 December 2010 shows a profit of EUR 31,277,965.

The board of directors further notes that in accordance to article 21 of the articles of association of Transcom, the Class B non-voting shares confer the right to a preferred and cumulative dividend which has to be paid annually by Transcom to the holders of Class B non-voting shares, should Transcom have available distributable profits and no overall dividend on Transcom's shares is paid for the year.

The board of directors proposes to the AGM to approve and, to the extent necessary, ratify the allocation of the above mentioned profit for the period starting 1 January 2010 and ending 31 December 2010 as follows: (i) to the preferred cumulative dividend in relation to the years 2008 and 2009 in the amount of EUR 157,528, i.e. EUR 0.0043 per share to the holders of class B shares, which was approved by the Board on 17 September 2010 and paid as an interim dividend on 27 September 2010 (the "Interim Preferred Dividend"), (ii) to the preferred cumulative dividend in relation to year 2010 in the amount of EUR 78,866, i.e. EUR 0.0022 per share to the holders of class B shares (the "Preferred Dividend"), (iii) to the reserve for own shares in an amount of EUR 86,042 and (iv) the allocation of amount of EUR 30,955,529 to the profits carried forward account.

The board of directors proposes to the AGM that the record date for the Preferred Dividend is 30 May 2011. It is estimated that the Preferred Dividend is paid on 7 June 2011.

APPOINTMENT OF THE MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS OF TRANSCOM (AGM item 6)

The Nomination Committee proposes that, until the end of the annual general meeting to be held in 2012 (the "2012 AGM"), the number of directors of Transcom will continue to be seven directors. The Nomination Committee proposes to re-appoint Mr. William Walker, Mr. Henning Boysen, Mrs. Mia Brunell Livfors, Mr. Charles Burdick, Mr. Robert Lerwill, Mrs. Torun Litzen, and Mr. Roel Louwhoff as directors of Transcom, all such directors to be appointed for a term ending at the 2012 AGM.

The Nomination Committee further proposes that the board of directors of Transcom re-appoints Mr. William Walker to be Chairman of the board of directors of Transcom, and that a Remuneration Committee and an Audit Committee are appointed at a board meeting following the AGM.

APPOINTMENT OF THE EXTERNAL AUDITOR OF TRANSCOM (AGM item 7)

As recommended by the Audit Committee, the Nomination Committee proposes that Ernst & Young S.A., Luxembourg be re-appointed as external auditor for a term ending at the 2012 AGM. The remuneration of the auditor shall be paid in accordance with an approved bill which specifies time, persons who worked and tasks performed.

DETERMINATION OF THE DIRECTORS' FEES (AGM item 8)

The Nomination Committee proposes that the AGM resolves that the fees for the members of the board of directors of Transcom (including remuneration for the work in the committees of the board of directors of Transcom) for the period until the end of the 2012 AGM be a total of EUR 366,500 and with such amount to be split as follows: the Chairman of the board of directors of Transcom, fees in an amount of EUR 90,000 and the other six directors of Transcom, fees in an amount of EUR 40,000 for each; and remuneration for the work in the committees of the board of directors of Transcom shall be a total of EUR 36,500. For the work of the Audit Committee, fees of EUR 27,000 will be split as follows: EUR 15,000 for the Chairman of the Audit Committee and EUR 6,000 for each of the other two Audit Committee members. For the work of the Remuneration Committee, fees of EUR 9,500 will be split as follows: EUR 4,500 for the Chairman of the Remuneration Committee and EUR 2,500 for each of the other two Remuneration Committee members.

APPROVAL OF THE PROCEDURE FOR THE NOMINATION COMMITTEE (AGM item 9)

The Nomination Committee proposes that the AGM approves the following procedure for preparation of the appointment of the board of directors and auditor of Transcom. The work of preparing a proposal on the directors of the board and auditor, and their remuneration, as well as the proposal on the Chairman of the 2012 AGM shall be performed by a Nomination Committee. The Nomination Committee will be formed during October 2011 in consultation with the largest shareholders of Transcom as per 30 September 2011. The Nomination Committee will consist of at least three members representing the largest shareholders of Transcom. The Nomination Committee is appointed for a term of office commencing at the time of the announcement of the third quarter report in 2011 and ending when a new Nomination Committee is formed. The majority of the members of the Nomination Committee may not be directors of the board of directors or employed by Transcom. If a member of the Nomination Committee resigns before the work is concluded, a replacement member may be appointed after consultation with the largest shareholders of Transcom. However, unless there are special circumstances, there shall not be changes in the composition of the Nomination Committee if there are only marginal changes in the number of votes, or if a change occurs less than three months prior to the 2012 AGM. Cristina Stenbeck will be a member of the Nomination Committee and will also act as its convenor. The members of the Nomination Committee will appoint the Nomination Committee Chairman at their first meeting. The Nomination Committee shall have the right to upon request receive personnel resources such as secretarial services from Transcom, and to charge Transcom with costs for recruitment consultants if deemed necessary.

The above proposals of the Nomination Committee are supported by shareholders representing more than 50% of the votes in Transcom including among others Investment AB Kinnevik, Swedbank Robur Funds, and Odin Funds.

APPROVAL OF THE LTIP (AGM item 10)

The board of the directors proposes that the AGM resolves to adopt the LTIP which is based on the same structure as the LTIP that was approved by the annual general meeting held in 2010, and with the following objectives:

- to allow Transcom to attract new senior talent to rebuild the leadership team;
- to re-engage those members of the existing leadership team selected to stay with Transcom; and
- to encourage executives to drive shareholder value.

The LTIP will consist of two elements: a loyalty element and a performance element. In order to be eligible for participation in either element, employees must first invest in Transcom shares. The purpose of this compulsory investment feature is to create alignment between participants and the Transcom's shareholders and to create long term commitment to Transcom.

Loyalty Element

The number of investment shares that an individual has to purchase in order to participate in the LTIP is based on his/her base salary and "tier" within the organization, as set out in the table below:

TIER	Minimum personal investment	Maximum personal investment
CEO	3% of salary per annum	6% of salary per annum
1	2% of salary per annum	4% of salary per annum
2	1% of salary per annum	2% of salary per annum

The loyalty element consists of a match in shares based on the executive's personal investment. Therefore, for every investment share purchased, one matching share will be awarded three years after purchase. This matching award is conditional upon the participant remaining with Transcom throughout this three-year period and the achievement of a performance hurdle (which is Transcom's Total Shareholder Return during the performance period being equal to or greater than zero).

Performance Element

Under this element, participants are awarded a grant of share units (one unit is equivalent to one share) which will be vested over a three-year period subject to the achievement of performance conditions. The value awarded at grant is based on an individual's base salary and his/her tier within the organization as set out in the table below:

TIER	Performance share unit award
CEO	125% of salary per award
1	100% of salary per award
2	75 % of salary per award

The following performance conditions will determine the vesting of the units granted:

- CEO and CFO: 50% will be based on EBITDA (operating profit) and 50% on EPS
- All other participants: EBITDA

For every grant, the relevant EBITDA and EPS targets will be based on the Transcom's business plan. A scale (threshold, target and maximum) will be used to connect the level of achievement with the proportion of units vesting.

At each anniversary of the grant date, a portion of the award is made available for testing against the performance targets as follows:

- 15% will be tested after the first year;
- 20% after the second year; and
- the remaining 65% after the third year.

Units will vest after the end of each portion of the performance period, once audited results are available and subject to achievement of the performance conditions described above. If the performance targets are not achieved during the relevant performance period, the tested portion of the award will lapse (i.e. there will be no further opportunity to earn that portion).

Each unit vesting will generally provide one share to the participant. However, the value of each unit vesting has been capped and cannot exceed five times the unit value at grant. Should the value per unit at vesting exceed five times the value per unit at grant, then the number of shares released will be adjusted accordingly.

The cost and maximum dilution of the LTIP

- The total expected cost for the LTIP over a period of three years is estimated at EUR 1,689,000.
- The maximum dilution effect of the initial grants would be 1.54% of Transcom's shares.

The calculations of the cost and the maximum dilution of the LTIP are based on the share price on January 3, 2011 of SEK 18.6 for Class A shares and SEK 21.4 for Class B shares.

For the avoidance of doubt, shares shall be issued in a manner such that there is at no point in time more Class B shares than Class A shares in the share capital of Transcom.

Furthermore the board of the directors of Transcom asks the AGM to authorize and empower the board of directors of Transcom, with full power of substitution, in the name and on behalf of the Transcom, to execute, deliver any agreements, notification letters, notices, certificates or documents necessary to implement this resolution and any amendments thereto and to execute any subsequent documents, certificates, notices, letters of notification, requests or other communications to be given by Transcom in relation to the LTIP.

APPROVAL OF THE SHARE REPURCHASE PLAN (AGM item 11)

The board of directors of Transcom proposes to the AGM to approve the Share Repurchase Plan and to authorise the board of directors of Transcom, with the option to delegate, to acquire and dispose of the Transcom's Class A voting shares and Class B non-voting shares under the abovementioned Share Repurchase Plan as further detailed below.

a) Objectives:

The Share Repurchase Plan will be carried out for all purposes allowed or which would become authorised by the laws and regulations in force, and in particular the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), and in accordance with the objectives, conditions, and restrictions as provided by the European Commission Regulation No. 2273/2003 of 22 December 2003 implementing Directive 2003/6/EC of the European Parliament and of the Council as regards exemptions for buy-back programmes and stabilisation of financial instruments (the "EC Regulation N°2273/2003").

The purpose of the Share Repurchase Plan will be in particular to reduce the Transcom's share capital (in value or in number of Class A shares and/or Class B shares) or to meet obligations arising from employee share option programmes or other allocations of shares to employees of Transcom or of an associate company.

The transactions over the Class A and/or Class B shares under the Share Repurchase Plan may be carried out by any means, on or off the market or by the use of derivative financial instruments, listed on a regulated stock exchange or transacted by mutual agreement subject to all applicable laws and stock exchange regulations.

b) Maximum proportion of the share capital that may be repurchased

- The maximum aggregate number of shares authorised to be purchased is up to 3,668,490 Class A shares and 3,668,199 Class B shares respectively as of the date of the AGM it being specified that (i) such limit applies to a number of shares that shall be, as necessary, adjusted in order to take into account transactions affecting the share capital following this AGM as further detailed under c) below (ii) the acquisitions carried out by Transcom may in no event cause it to hold, directly or indirectly, more than 10% of the share capital and (iii) the aggregate amount that Transcom may assign to the buyback of its own shares shall be set in accordance with the provisions of the 1915 Law.

- The acquisitions may not have the effect of reducing the Transcom's net assets below the amount of the subscribed capital plus those reserves, which may not be distributed under law or the Articles.

- Only fully paid-up Class A Shares and Class B Shares may be included in the transactions.

- The acquisitions may not have the effect of having more Class B shares than Class A shares in the share capital of Transcom.

c) Price and volume considerations

The minimum and maximum purchase prices at which Transcom may repurchase respectively its Class A shares and its Class B shares are at a price within the share price interval quoted on the NASDAQ OMX Stockholm at that time, where share price interval means the difference between the highest buying price and the lowest selling price, and subject to the terms of this Share Repurchase Plan and article 5 of the EC Regulation N°2273/2003. In so far as volume is concerned, Transcom must not purchase more than 25% of the average daily volume of the shares (as determined in accordance with the requirements of the EC Regulation N°2273/2003) in any one day on the regulated market on which the purchase is carried out

d) Duration

The Share Repurchase Plan will start no earlier than 26 May 2011 and end no later than at the earliest of (i) the 2012 AGM, (ii) the moment on which the aggregate par value of Class A shares and Class B shares repurchased by Transcom since the start of this Share Repurchase Plan reaches EUR 3,154,776.39 or (iii) within eighteen months as of the date of the AGM.

It is proposed that the AGM further grants all powers to the board of directors of Transcom with the option of sub-delegation to implement the present authorisation, conclude all agreements, carry out all formalities and make all declarations with regard to all authorities and, generally, do all that is necessary for the execution of any decisions made in connection with this authorisation. The board of directors of Transcom shall inform the shareholders of Transcom of any transactions performed in accordance with applicable regulations.

QUORUM AND MAJORITY

The share capital of Transcom is composed of 36,684,903 Class A voting shares and 36,681,990 Class B non-voting shares. No specific quorum is required for the indication of the valid deliberation or acknowledgement of the AGM. The resolutions will be validly adopted at a simple majority of the votes cast by the Class A shareholders, except for the resolutions on the distribution of the Preferred Dividend and ratification of the payment of the Interim Preferred Dividend, which will be validly adopted at a simple majority of the votes cast by the Class A shareholders and of the Class B Shareholders.

OTHER INFORMATION

Participation at the AGM of shareholders is reserved for shareholders who file their intention to attend the AGM by mail and/or return a duly completed power of attorney form to the following address: Transcom WorldWide S.A., 45, rue des Scillas, L-2529 Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, Tel: + 352 - 27 755 012, Fax: + 352 - 27 755 007, so that it shall be received not later than 20 May 2011, 5 p.m. CET. Power of attorney forms for the AGM are available at the same address and on Transcom's website, www.transcom.com.

Holders of Swedish Depository Receipts (SDRs) wishing to attend the AGM or be represented at the AGM via power of attorney must give notice to and request a power of attorney form Carnegie Investment Bank AB ("Carnegie"), with address: SE-103 71 Stockholm, Sweden, and visiting address: Mäster Samuelsgatan 20 6 tr, SE-111 44 Stockholm, Sweden, Tel: +46 - 8 696 15 57, Fax: +46 8 696 18 90, or download it on Transcom's website, www.transcom.com. Holders of SDRs wanting to be represented at the AGM have to send the power of attorney duly completed to Carnegie at the same address, so that it shall be received not later than 20 May 2011, 5 p.m. CET.

Those holders of SDRs having registered their SDRs in the name of a nominee must temporarily register the SDRs in their own name in the records maintained by Euroclear Sweden AB in order to exercise their shareholders' rights at the AGM. Such registration must be completed not later than 18 May 2011, 5 p.m. CET.

Any person who, pretending to be the owner of shares and/or SDRs which do not belong to it/him/her, participates in any vote in a general meeting of shareholders of Transcom is punishable by a fine of EUR 500 to 25,000. As a consequence of the foregoing, any person who wishes to attend to the AGM by returning a proxy as above mentioned must not transfer its/his/her shares and/or SDRs between 18 May 2011 and the date of the AGM.

Luxembourg, on 6 May 2011,
TRANSCOM WORLDWIDE S.A.

The Board of Directors

Référence de publication: 2011059869/5267/224.

CIC CH Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 75.914.

—

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav CIC CH FUND à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 mai 2011 à 10.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé
6. Nominations statutaires.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires exprimées présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav. Les Porteurs d'actions nominatives seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax : +352 49 924 2501 - dg.ifs.corporate.services@bd.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2011061763/755/21.

OMA Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 42.596.

—

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 26/05/2011 à 16.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2010;
- Affectation du résultat au 31.12.2010;

- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061770/18.

European CleanTech I SE, Société Européenne.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 155.076.

Notice is hereby given to the holders of shares of European CleanTech I SE (the "Company") that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders will be held on *31 May 2011* at 11 (eleven) am CET. The meeting will be held at 14, rue Erasme L-1468 Luxembourg.

At the annual general meeting, the shareholders shall deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the management report issued by the management board and the report of the independent auditor to the general meeting for the financial year ending on 31 December 2010;
2. Approval of the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2010;
3. Allocation of the result;
4. Discharge of the members of the management board and of the supervisory board;
5. Appointment of an independent auditor;
6. Miscellaneous.

Pursuant to the articles of association no presence quorum is required for the general meeting of shareholders to validly act and deliberate and resolutions will be passed at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

Pursuant to the articles of association, one or several shareholders, representing at least five percent (5%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda and file draft resolutions in this respect. Such request and draft resolution(s) must be sent to the Company's registered office by registered letter or by electronic mail (ir@ectse.com) at least sixteen (16) days prior to the date of the general meeting of shareholders and within eight (8) days as from the date of publication of the relevant convening notice, and shall be accompanied by a proof of the shareholding of such shareholders. In case such request entails a modification of the agenda of the meeting, the Company will make available a revised agenda at the latest ten (10) days prior to the general meeting of shareholders on the Company's website (www.ectse.com).

Documents

Copies of the proposals of the resolutions of the general meeting and the documents related to the financial statements will be on display for inspection by the shareholders from 16 May 2011 on the Company's website (www.ectse.com) and at the registered office of the Company.

Upon request by mail, e-mail (ir@ectse.com) or fax (+352 27 44 98 79), copies of the above-mentioned documents will be mailed to the shareholders.

Share Capital of the Company

The Company's issued share capital is set at three hundred forty-five thousand euro (EUR 345,000.-) represented by (i) eleven million five hundred thousand (11,500,000) redeemable class A shares without nominal value, (ii) nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-three (958,333) redeemable class B1 shares without nominal value, (iii) nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-three (958,333) redeemable class B2 shares without nominal value, and (iv) nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-four (958,334) redeemable class B3 shares without nominal value.

Each share entitles the holder thereof to one vote.

Right to participate in the meeting - Record Date

Any shareholder who holds one or more shares of the Company on midnight (24:00 CET) on 26 May 2011 (the "Record Date") shall be admitted to participate and vote in the general meeting of shareholders.

A shareholder wishing to attend a general meeting of shareholders notifies the Company thereof at the latest on the Record Date in writing by mail to the registered office of the Company, fax (+352 27 44 98 79) or by e-mail (ir@ectse.com).

In case of shares held through the operator of a securities settlement system or with a professional depository or sub-depository designated by such depository, a holder of shares wishing to attend a general meeting of shareholders shall obtain from such operator or depository or sub-depository a certificate certifying the number of shares recorded in the relevant account on the Record Date (the "Certificate"). Each shareholder willing to participate should liaise with its account bank in due time in this respect. The Certificate shall be submitted to the Company by mail to the registered office of the Company, fax (+352 27 44 98 79) or by e-mail (ir@ectse.com) no later than twenty-four hours (24h) before the general meeting.

In case of shares directly held by the shareholders, a copy of the bearer share certificate shall be sent by mail to the registered office of the Company, fax (+352 27 44 98 79) or by e-mail (ir@ectse.com) no later than twenty-four hours (24h) before the general meeting.

In the event that the shareholder votes through proxies, the proxy has to be filed at the same time as the Certificate at the registered office of the Company. The Company will make proxy forms available on its website (www.ectse.com). Please refer to the "Representation" section below.

Any shareholder and/or proxyholder participating in the AGM shall carry proof of identity at the annual general meeting.

Representation

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail to the registered office of the Company, facsimile (+352 27 44 98 79) or electronic mail (ir@ectse.com), or by electronic mail certified by electronic signature. The proxy has to be received to the registered office of the Company prior to 30 May 2011 at 11 (eleven) am CET. One person may represent more than one shareholder.

Voting

Each shareholder may also vote in the general meeting through a voting form sent by mail, facsimile (+352 27 44 98 79), or electronic mail (ir@ectse.com). The Company will make available voting forms on its website (www.ectse.com). Only voting forms provided by the Company may be used, which contain at least the name and address of the shareholder, the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to be resolved upon by the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by ticking the appropriate boxes, the number and class of shares voted. Only signed voting forms received to the registered office of the Company by mail or by fax (+352 27 44 98 79) or electronic mail (ir@ectse.com) prior to 30 May 2011 at 11 (eleven) am CET and accompanied by a Certificate, if applicable, will be taken into account.

Language

The meeting will be held in English language.

Luxembourg, 2 May 2011.

For the management board of the Company.

Référence de publication: 2011061758/250/84.

Devana S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 60.665.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 26 mai 2011 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Transfert de siège,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061764/833/19.

Foyer Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 63.505.

Les Conseils d'Administration de FOYER SELECTION, de FOYER PATRIMONIUM SELECTION et de CAPITALATWORK FOYER UMBRELLA (ci-après les "Sociétés") ont décidé de fusionner les Sociétés avec effet au 18 mai 2011. La fusion s'opérera par absorption de FOYER SELECTION (ci-après "FS") et de FOYER PATRIMONIUM SELECTION (ci-après "FPS") par CAPITALATWORK FOYER UMBRELLA (ci-après "CAW") suivant le projet de fusion qui a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du 29 mars 2011.

Dans ce contexte, les actionnaires de FS sont, par la présente, convoqués à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 16 mai 2011 à 10 h au 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approuver la fusion par absorption de FS et de FPS par "CAW", une société d'investissement à capital variable organisée conformément par la partie I de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée, et ayant son siège social au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, après avoir entendu
 - (i) les rapports des Conseils d'Administration de FS et de FPS qui expliquent et justifient le projet de fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg, le 29 mars 2011,
 - (ii) le rapport du réviseur qui est établi conformément à l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par la société PricewaterhouseCoopers, Luxembourg, et sous réserve de l'approbation dudit projet de fusion par l'assemblée des actionnaires de CAW, s'il y a lieu.
2. Approuver et ratifier le projet de fusion comprenant l'attribution d'actions de CAW en échange de l'apport de l'actif et du passif de FS et de FPS.
 A la date effective de la fusion, les actionnaires de FS et de FPS recevront, sans frais, une action nouvelle de CAW pour une action détenue dans FS ou dans FPS tel que détaillé ci-dessous:

<i>Echange d'une action</i>	<i>contre une action</i>
de classe B détenue dans le compartiment FPS - Best Bonds	de classe C (classe de capitalisation) émise par le compartiment CAW - Best Bonds
de classe B détenue dans le compartiment FPS - Best Equities	de classe C (classe de capitalisation) émise par le compartiment CAW - Best Equities
de classe A détenue dans le compartiment FS Patrimonium Defensive Fund	de classe D (classe de distribution) émise par le compartiment CAW Patrimonium Defensive Fund
de classe B détenue dans le compartiment FS Patrimonium Defensive Fund	de classe C (classe de capitalisation) émise par le compartiment CAW Patrimonium Defensive Fund
de classe I détenue dans le compartiment FS Patrimonium Defensive Fund	de classe I (classe de capitalisation) émise par le compartiment CAW Patrimonium Defensive Fund
de classe A détenue dans le compartiment FS Patrimonium Balanced Fund	de classe D (classe de distribution) émise par le compartiment CAW Patrimonium Balanced Fund
de classe B détenue dans le compartiment FS Patrimonium Balanced Fund	de classe C (classe de capitalisation) émise par le compartiment CAW Patrimonium Balanced Fund
de classe I détenue dans le compartiment FS Patrimonium Balanced Fund	de classe I (classe de capitalisation) émise par le compartiment CAW Patrimonium Balanced Fund
de classe A détenue dans le compartiment FS Patrimonium Dynamic Fund	de classe D (classe de distribution) émise par le compartiment CAW Patrimonium Dynamic Fund
de classe B détenue dans le compartiment FS Patrimonium Dynamic Fund	de classe C (classe de capitalisation) émise par le compartiment CAW Patrimonium Dynamic Fund
de classe I détenue dans le compartiment FS Patrimonium Dynamic Fund	de classe I (classe de capitalisation) émise par le compartiment CAW Patrimonium Dynamic Fund
3. Fixer la date effective de la fusion au 18 mai 2011 ou à toute autre nouvelle date d'effet de la fusion fixée par l'assemblée générale extraordinaire ou par l'assemblée générale extraordinaire reconvoquée au cas où le quorum ne serait pas atteint à l'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2011.
4. Décider que, suite à l'émission des actions de CAW aux actionnaires de FS et de FPS, toutes les actions émises de FS et de FPS seront annulées et que les Sicav FS et FPS seront dissoutes;
5. Approuver la prise en charge, par le Conseil d'Administration de CAW de toutes les mesures nécessaires pour l'exécution du projet de fusion qui devra devenir effectif à la date effective de la fusion.

6. Donner décharge aux conseils d'administration de FS et de FPS et à l'expert indépendant, PricewaterhouseCoopers, Luxembourg, mandaté pour examiner le projet de fusion et rédiger un rapport écrit destiné aux actionnaires.
7. Divers.

Les actionnaires de FS désirant assister à cette assemblée doivent se faire annoncer cinq jours francs avant ladite assemblée au siège de la State Street Bank Luxembourg S.A., 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg. Les actionnaires de FS peuvent, s'ils le souhaitent, être représentés par le biais du formulaire de procuration disponibles au siège de FS.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061759/755/67.

Finland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 85.097.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *26 mai 2011* à 10.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2010.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061766/29/17.

RP Rendite Plus, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 94.920.

Mitteilung an die Anteilinhaber
des

Allianz RCM High Dividend Europe

Der Verwaltungsrat der RP Rendite Plus (die "Gesellschaft") hat den Beschluss gefasst, den Teilfonds Allianz RCM High Dividend Europe der Gesellschaft (der "untergehende Fonds") mit dem Teilfonds Allianz RCM European Equity Dividend der Gesellschaft Allianz Global Investors Fund (der "aufnehmende Fonds"), wie in der folgenden Tabelle beschrieben, mit Ablauf des 9. Juni 2011 (der "Stichtag") zu verschmelzen, da sich aufgrund des geringen Fondsvolumens ein effizientes Fondsmanagement zunehmend schwieriger gestaltet.

Anteilkasse des untergehenden Fonds

RP Rendite Plus - Allianz RCM High Dividend Europe A (EUR)

RP Rendite Plus - Allianz RCM High Dividend Europe AT (EUR)

RP Rendite Plus - Allianz RCM High Dividend Europe I (EUR)

Anteilkasse des aufnehmenden Fonds

Allianz Global Investors Fund - Allianz RCM European Equity Dividend A (EUR)

Allianz Global Investors Fund - Allianz RCM European Equity Dividend AT (EUR)

Allianz Global Investors Fund - Allianz RCM European Equity Dividend IT (EUR)

Aufgrund der Verschmelzung wird der untergehende Fonds RP Rendite Plus - Allianz RCM High Dividend Europe aufgelöst.

Senningerberg, 6. Mai 2011.

Im Auftrag des Verwaltungsrats

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011061776/755/26.

Ingenium, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 98.032.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav INGENIUM à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 mai 2011 à 11.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav. Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax : +352 49 924 2501 - dg.ifs.corporate.services@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2011061767/755/21.

Les Terrasses S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 58.745.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 26 mai 2011 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Transfert de siège,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061768/833/19.

Lugala S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 40.372.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 26 mai 2011 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,

4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061769/833/19.

Parsifal SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 42.472.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 23 mai 2011 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2010.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061771/1031/15.

Sky Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 137.481.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 mai 2011 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061773/755/18.

Commercial Real Estate Loans SCA, Société en Commandite par Actions - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 157.337.

In the year two thousand eleven, on the fifth of April.

Before us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing at Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Commercial Real Estate Loans General Partner S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 21, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and holding one (1) Management Share in the Company's compartment named Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1,

CNP Assurances S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of France, with registered office at 4 place Raoul Dautry, 75015 Paris, France, incorporated in France on 22 June 1987 investing through the CNP Trésor – 272 canton ("CNP Trésor"), and holding three hundred twenty seven thousand two hundred twelve

(327,212) Class A Ordinary Shares in the Company's compartment named Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1,

CNP Assurances S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of France, with registered office at 4 place Raoul Dautry, 75015 Paris, France, incorporated in France on 22 June 1987 investing through the Poste Actif – 270 canton ("CNP Poste Actif"), and holding one million four hundred seventy two thousand four hundred fifty six (1,472,456) Class A Ordinary Shares in the Company's compartment named Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1,

CNP Assurances S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of France, with registered office at 4 place Raoul Dautry, 75015 Paris, France, incorporated in France on 22 June 1987 investing through the EVJ canton ("CNP EVJ"), and holding one million four hundred seventy two thousand four hundred fifty six (1,472,456) Class A Ordinary Shares in the Company's compartment named Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1,

Scor Switzerland AG, a Aktiengesellschaft incorporated under the laws of Switzerland, with registered office at General Guisan – Quai 26, 8002 Zurich, Switzerland ("Scor"), and holding two hundred fifty eight thousand three hundred twenty five (258,325) Class A Ordinary Shares in the Company's compartment named Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1, and

Groupama Gan Vie S.A., a société anonyme incorporated under the laws of France, with registered office at 8/10 rue d'Astorg, 75008 Paris, France ("Groupama"), and holding four hundred thirty thousand five hundred forty two (430,542) Class A Ordinary Shares in the Company's compartment named Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1,

each of the abovementioned appearing parties, hereby represented by Mr Kristof Meynaerts (the "Proxyholder"), juriste, residing in Luxembourg, by virtue of proxies given by each of the abovementioned appearing parties under private seal, which, initialed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities,

such appearing parties being all the shareholders (the "Shareholders") of Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1 (the "Compartment") being one of the compartments of Commercial Real Estate Loans S.C.A., a société en commandite par actions – fonds d'investissement spécialisé governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, incorporated on 30 November 2010 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Memorial C") number 44, dated 10 January 2011, page 2071, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 157.337, and whose articles of incorporation (the "Articles") have been amended for the last time pursuant to a deed of undersigned notary on 5 April 2011, not yet published in the Mémorial C,

the Proxyholder being empowered by all Shareholders (i) to declare on behalf of the Shareholder having been informed of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders of the Compartment beforehand considering themselves sufficiently informed of the agenda and (ii) to waive on behalf of the Shareholder any convening formalities or requirements for the holding of said extraordinary general meeting of shareholders of the Compartment,

the Shareholders hereby unanimously take the following resolutions in accordance with the provisions of article 24 of the Articles:

First resolution

The Shareholders decide to decrease the Company's share capital in relation to the Compartment by an amount of one million five hundred forty-nine thousand nine hundred fifty-three Euro (EUR 1,549,953.-) in order to decrease it from three million nine hundred sixty thousand nine hundred ninety-one Euro (EUR 3,960,991.-) to two million four hundred eleven thousand thirty-eight Euro (EUR 2,411,038.-) by cancellation of one million five hundred forty-nine thousand nine hundred fifty-three (1,549,953) Class A Ordinary Shares held by the Prior Investor in the Compartment with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

Reimbursement delay: The undersigned notary has drawn the attention of the Shareholders to the provisions of article 69 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended, establishing a legal protection in favor of eventual creditors of the Company, the effective reimbursement to the Prior Investors cannot be made freely and without recourse from them before 30 (thirty) days after publication of the present deed in the Luxembourg Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Second resolution

As a consequence of the above-mentioned resolutions, the Shareholder resolves to amend and restate article 5.1 of the Articles, which shall read as follows:

" **5.1.** The subscribed capital of the Company is set at eight million four hundred seventeen thousand three hundred thirteen Euro (EUR 8,417,313.-), divided into one (1) Management Share with a value of one thousand Euro (EUR 1,000.-) held by the General Partner in Commercial Real Estate Loans S.C.A.- CRE Senior 1 compartment and eight million four hundred sixteen thousand three hundred thirteen (8,416,313) Class A Ordinary Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, themselves divided into two million four hundred eleven thousand thirtyeight (2,411,038) Class A Ordinary Shares in the Commercial Real Estate Loans SCA – CRE Senior 1 compartment and six million five thousand two hundred seventy-five (6,005,275) Class A Ordinary Shares in the Commercial Real Estate Loans SCA – AXA CRE Senior 1 com-

partment all Shares being fully paid up. These Ordinary Shares are redeemable in accordance with the provisions of article 49-8 of the 1915 Law and the Articles of Incorporation."

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. Upon request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le cinq avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

Commercial Real Estate Loans General Partner SA, une société anonyme soumise au droit luxembourgeois ayant son siège social à 21, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, et détenant une (1) Action de Commandité d'une valeur de mille Euro (EUR 1.000.-) dans le compartiment de la Société dénommé Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1,

CNP Assurances S.A., une société anonyme soumise au droit français, ayant son siège social au 4, place Raoul Dautry, F-75015 Paris France, constitué en France le 22 juin 1987 investissant au travers de CNP Trésor – 272 canton ("CNP Trésor"), et détenant trois cent vingt sept mille deux cent douze (327.212) Actions Ordinaires dans le compartiment de la Société dénommé Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1,

CNP Assurances S.A., une société anonyme soumise au droit français, ayant son siège social au 4 place Raoul Dautry, 75015 Paris, France, constitué en France le 22 juin 1987 investissant au travers de Poste Actif – 270 canton ("CNP Poste Actif"), et détenant un million quatre cent soixante-douze mille quatre cent cinquante six (1.472.456) Actions Ordinaires dans le compartiment de la Société dénommé Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1,

CNP Assurances S.A., une société anonyme soumise au droit français, ayant son siège social au 4 place Raoul Dautry, 75015 Paris, France, constitué en France le 22 juin 1987 investissant au travers de EVJ canton ("CNP EVJ"), et détenant un million quatre cent soixante-douze mille quatre cent cinquante six (1.472.456) Actions Ordinaires dans le compartiment de la Société dénommé Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1,

Scor Switzerland AG, une Aktiengesellschaft soumise au droit suisse, ayant son siège social au General Guisan – Quai 26, 8002 Zurich, Suisse ("Scor"), et détenant deux cent cinquante huit mille trois cent vingt cinq (258.325) Actions Ordinaires dans le compartiment de la Société dénommé Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1, et

Groupama Gan Vie S.A., une société anonyme soumise au droit français, ayant son siège social au 8/10 rue d'Astorg, 75008 Paris, France ("Groupama"), et détenant quatre cent trente mille cinq cent quarante deux (430.542) Actions Ordinaires dans le compartiment de la Société dénommé Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1,

chacune des parties soussignées étant représentée par Monsieur Kristof Meynaerts (le "Mandataire"), juriste, résidant à Luxembourg, agissant en vertu d'une procuration donnée sous seing privé que, signé "ne variatur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent document pour être soumis en même temps aux autorités d'enregistrement,

les parties soussignées représentent tous les actionnaires (les "Actionnaires") de Commercial Real Estate Loans – CRE Loans 1 (le "Compartiment") étant l'un des compartiments de Commercial Real Estate Loans S.C.A., une société en commandite par actions -fonds d'investissement spécialisé ayant son siège social au 21, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, constituée le 30 novembre 2010 suivant acte du notaire instrumentant, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés numéro 44 en date du 10 janvier 2011, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.337, dont les statuts (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire instrumentant, en date du 5 avril 2011 et dont la publication au Mémorial C est en cours,

le Mandataire ayant reçu le pouvoir par tous les Actionnaires (i) pour déclarer en lieu et faveur des Actionnaires d'avoir été informé préalablement de l'agenda de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du Compartiment et se considérant comme ayant été suffisamment informé de l'agenda et (ii) de renoncer en lieu et faveur des Actionnaires à toutes formalités ou nécessités de convocation pour la tenue de ladite assemblée générale extraordinaire des actionnaires du Compartiment,

les Actionnaires adoptent à l'unanimité les résolutions suivantes conformément à l'article 24 des Statuts:

Première résolution

Les Actionnaires décident de réduire le capital social de la Société en ce qui concerne le Compartiment d'un montant d'un million cinq cent quarante neuf mille neuf cent cinquante trois Euro (EUR 1.549.953.-) afin de le porter d'un montant de trois millions neuf cent soixante mille neuf cent quatre-vingt onze Euro (EUR 3.960.991.-) à un montant de deux millions quatre cent onze mille trente huit Euro (EUR 2.411.038.-) par l'annulation d'un million cinq cent quarante neuf

mille neuf cent cinquante trois (1.549.953.-) Actions Ordinaires détenues par les Investisseurs Préalables dans le Compartiment ayant chacune une valeur nominale d'un Euro.

Délai de remboursement: Le notaire instrumentant a attiré l'attention des Actionnaires sur les dispositions de l'article 69 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales établissant une protection légale en faveur des créanciers éventuels de la Société, le remboursement effectif de des Investisseurs Préalables ne peut pas être fait librement et sans recours avant 30 (trente) jours suivant la publication du présent acte au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Deuxième résolution

Suite à la résolution susvisée, les Actionnaires décident de modifier l'article 5.1 des Statuts qui sera désormais rédigé comme suit:

" **5.1.** Le capital souscrit de la Société est fixé à huit millions quatre cent dix sept mille trois cent treize Euro (EUR 8.417.313.-), représenté par une (1) Action de Commandité d'une valeur de mille Euro (EUR 1.000.) détenue par l'Associé Gérant Commandité dans le compartiment Commercial Real Estate Loans SCA – CRE Senior 1 et de huit millions quatre cent seize mille trois cent treize (8.416.313) Actions Ordinaires de Classe A, divisé en deux millions quatre cent onze mille trente-huit (2.411.038) Actions Ordinaires de Classe A dans le compartiment Commercial Real Estate Loans SCA – CRE Senior 1, et six millions cinq mille deux cent soixante-quinze (6.005.275) Actions Ordinaires de Classe A dans le compartiment Commercial Real Estate Loans SCA – AXA CRE Senior 1, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, toutes ces Actions étant entièrement libérées. Ces Actions Ordinaires sont rachetables en conformité avec les dispositions de l'article 49-8 de la Loi de 1915 et ces Statuts."

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. À la requête du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuels, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: K. MEYNAERTS, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 08 avril 2011. Relation: EAC/2011/4816. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011059046/160.

(110066678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2011.

Berlys S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 55.432.

Berlys Fashion SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 59.873.

PROJET COMMUN DE FUSION

L'an deux mille onze, le vingt neuf avril.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

1) Berlys S.C.A., une société en commandite par actions de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 3 Avenue Pasteur, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la section B numéro 55432, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire résidant à Luxembourg, en date du 20 juin 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 489 du 1^{er} octobre 1996, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Merch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 27 décembre 2004, publié au Mémorial C numéro 604 du 22 juin 2005, ci-après dénommée "la Société Absorbante", et

2) Berlys Fashion S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 3 Avenue Pasteur, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la section B numéro 59873, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Molitor, notaire résidant à Luxembourg, en date du 24 juin 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 550 du 7 octobre 1997, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Merch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 27 décembre 2004, publié au Mémorial C numéro 577 du 15 juin 2005, ci-après dénommée "la Société Absorbée",

toutes deux ici représentées par Mme Da Chao Conde, résidant professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg, dûment habilité à cet effet en vertu de résolutions prises par les organes de gestion respectifs de la Société Absorbante et de la Société Absorbée en date du 28 avril 2011.

Une copie de ces résolutions, après avoir été paraphées "ne varietur" par la comparante et le notaire, resteront annexées aux présentes pour être soumises avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Eu égard à la procédure de fusion (la Fusion) aux termes de laquelle la Société Absorbante doit absorber la Société Absorbée, les organes de gestion respectifs des deux sociétés mentionnées ci-dessus ont convenu le projet commun de fusion suivant et déclarent que:

La Société Absorbante détenant cent pour cent (100%) des actions de la Société Absorbée, la Fusion peut dès lors être opérée conformément aux dispositions des articles 257 et suivants ensemble avec les articles 278 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi) qui assimile l'opération à une fusion par absorption dite "fusion simplifiée", opération par laquelle l'intégralité du patrimoine (y compris tous les droits et obligations) de la Société Absorbée, par suite d'une dissolution sans liquidation, sera transférée à la Société Absorbante. La Fusion permettra un transfert juridique à titre universel.

La comparante a demandé au notaire d'acter le projet commun de fusion qui suit:

- 1) La Société Absorbante entend fusionner avec la Société Absorbée par absorption de cette dernière par la première.
- 2) La Société Absorbante détient la totalité, à savoir quinze mille (15.000) actions avec droit de vote de la Société Absorbée, étant entendu qu'il n'y a pas d'autres titres émis, ni des actions conférant des droits spéciaux.
- 3) Les opérations de la Société Absorbée sont à considérer du point de vue comptable comme accomplies au nom et pour le compte de la Société Absorbante à partir du 1^{er} janvier 2011.
- 4) Les actifs et passifs (y compris tous les droits et obligations) de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante à leur valeur comptable, établie sur base d'un projet des comptes annuels au 31 décembre 2010 de la Société Absorbée en date du 28 avril 2011.
- 5) Il n'est accordé aucun avantage particulier aux membres des organes de gestion ni aux commissaires aux comptes des sociétés qui fusionnent.
- 6) La Fusion prend effet entre parties à la date de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbante approuvant la Fusion ou en l'absence d'une telle assemblée de l'émission d'un certificat de notaire établi à la requête de la société concernée. La Fusion prend effet à l'égard des tiers à partir de la publication au Mémorial C de la prédite assemblée générale ou du dit certificat.
- 7) Tous les actionnaires de la Société Absorbante ont le droit de prendre connaissance au siège social de cette société, au moins un mois avant que l'opération ne prenne effet entre parties, du projet commun de fusion, du projet des comptes annuels et des rapports de gestion, ainsi que des états comptables tels que déterminés à l'article 267 de Loi.
- 8) La Fusion sera soumise à l'approbation des actionnaires de la Société Absorbante et en l'absence d'une telle assemblée, de l'émission d'un certificat de notaire établi à la requête de la société concernée, au plus tôt un mois après la publication du présent projet commun de fusion.
- 9) La Fusion entraînera de plein droit les effets prévus par l'article 274 de la Loi.
- 10) Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.
- 11) Décharge entière est accordée aux membres des organes de gestion et au commissaire de la Société Absorbée.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet commun de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271, paragraphe 2 de la loi de 1915 sur les sociétés commerciales.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présents.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 mai 2011. Relation: EAC/2011/5676. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 02 mai 2011.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2011060636/77.

(110067498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2011.

DZ Privatbank S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 15.579.

WGZ BANK Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 41.911.

DZ PB, Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 133.555.

Gemeinsamer Verschmelzungsplan

i.S. des Abschnitts XIV des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales) (das "Gesetz von 1915")

aufgestellt von den Verwaltungsräten folgender Gesellschaften:

(1) DZ PRIVATBANK S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de commerce et des sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 15.579 (im Folgenden "Übernehmende Gesellschaft" genannt)

(2) WGZ BANK Luxembourg S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de commerce et des sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 41.911 (im Folgenden "Übertragende Gesellschaft 1" genannt), und

(3) DZ PB SA, eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de commerce et des sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 133.555 (im Folgenden "Übertragende Gesellschaft 2" genannt).

Die Übertragende Gesellschaft 1 und die Übertragende Gesellschaft 2 sollen auf die Übernehmende Gesellschaft verschmolzen werden. Die vorgeschlagene Verschmelzung steht unter der Bedingung, dass die Aktionäre der verschmelzenden Gesellschaften In Übereinstimmung mit Artikel 263 des Gesetzes von 1915 die Verschmelzung in gesonderten außerordentlichen Generalversammlungen beschließen.

1. Beteiligte Rechtsträger.

1.1 Die Firma der Übertragenden Gesellschaft 1 lautet WGZ BANK Luxembourg S.A.. Es handelt sich um eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, gegründet am 18. November 1992, gemäß einer Urkunde aufgenommen durch Notar Frank Baden, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 612 vom 21. Dezember 1992, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de commerce et des sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 41.911.

1.2 Die Firma der Übertragenden Gesellschaft 2 lautet DZ PB SA. Es handelt sich um eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison, gegründet unter der anfänglichen Bezeichnung DZ Private Wealth Managementgesellschaft S.A. am 8. November 2007, gemäß einer Urkunde aufgenommen durch Notar Henri Hellinckx, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2877 vom 11. Dezember 2007, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de commerce et des sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 133.555.

1.3 Die Firma der Übernehmenden Gesellschaft lautet DZ PRIVATBANK S.A.. Es handelt sich um eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison, gegründet unter der anfänglichen Bezeichnung DG BANK INTERNATIONAL S.A. gemäß Urkunde erstellt durch Notar Robert Elter vom 28. Dezember 1977, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 9 vom 17. Januar 1978, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de commerce et des sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 15.579.

1.4 Die DZ PRIVATBANK S.A. wird nach der Verschmelzung ihre Firma unverändert fortführen.

1.5 Im Zuge der Verschmelzung ist vorgesehen, von einem aktuell monistischen System (Verwaltungsrat) auf ein dualistisches Governance-System (Aufsichtsrat und Vorstand) überzugehen. Die Satzung der DZ PRIVATBANK S.A. wird dementsprechend angepasst werden.

2. Vermögensübertragung. Die Übertragende Gesellschaft 1 und die Übertragende Gesellschaft 2 übertragen ihre Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten ohne Liquidation im Wege der Gesamtrechtsnachfolge auf die Übernehmende Gesellschaft gemäß Artikel 274 (1) (a) des Gesetzes von 1915. Mit dem Wirksamwerden der Verschmelzung erlöschen die Übertragende Gesellschaft 1 und die Übertragende Gesellschaft 2 und deren Aktiva und Passiva gehen kraft Gesetzes auf die Übernehmende Gesellschaft über. Die Aktien der Übertragenden Gesellschaft 1 und der Übertragenden Gesellschaft 2 hören auf zu existieren und die Aktionäre dieser Gesellschaften werden Aktionäre der Übernehmenden Gesellschaft. Die sich aus den Vermögenswerten der Übertragenden Gesellschaft 1 und der Übertra-

genden Gesellschaft 2 ergebenden Rechte und Ansprüche gehen auf die Übernehmende Gesellschaft mit sämtlichen dinglichen und schuldrechtlichen Sicherheiten über. Die Übernehmende Gesellschaft tritt somit in alle dinglichen und schuldrechtlichen Rechte aus sämtlichen Vermögenswerten und im Verhältnis zu sämtlichen Schuldnern ohne Ausnahme ein.

Die Mandate der Mitglieder der Verwaltungsräte sowie der Abschlussprüfer der Übertragenden Gesellschaft 1 und der Übertragenden Gesellschaft 2 werden zum rechtlichen Verschmelzungstichtag beendet.

3. Umtauschverhältnis.

3.1 Die Übernehmende Gesellschaft gewährt mit Wirksamwerden der Verschmelzung den Aktionären der Übertragenden Gesellschaft 1 und der Übertragenden Gesellschaft 2 als Gegenleistung für die Übertragung der Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten der Übertragenden Gesellschaft 1 und der Übertragenden Gesellschaft 2 Aktien an der Übernehmenden Gesellschaft, die im Zuge der Kapitalerhöhung gemäß § 4.2 geschaffen werden. Die neu geschaffenen Aktien an der Übernehmenden Gesellschaft gehören denselben Gattungen an wie die bereits bestehenden Aktien, d.h. Aktien der Gattung A und Aktien der Gattung B, im identischen Verhältnis.

3.2 Für jede Aktie der Übertragenden Gesellschaft 1 erhalten die Aktionäre der Übertragenden Gesellschaft 1 jeweils 93,11 Aktien der Übernehmenden Gesellschaft.

3.3 Für 400.001 Aktien der Übertragenden Gesellschaft 2 erhält der Aktionär der Übertragenden Gesellschaft 2 16.009.295 Aktien der Übernehmenden Gesellschaft.

4. Übertragung der Aktien.

4.1 Das derzeitige Aktienkapital der Übernehmenden Gesellschaft besteht aus 13.400.157 nennwertlosen Aktien der Gattung A sowie 2.364.915 nennwertlosen Vorzugsaktien der Gattung B. Sowohl die Aktien der Gattung A als auch die der Gattung B haben sämtliche gesetzlich zuerkannten Rechte. Die Aktien der Gattung B verfügen zusätzlich über ein grundsätzliches Anrecht auf die bevorzugte Ausschüttung von Dividenden, deren Höhe von der jeweiligen Generalversammlung, die über die Ausschüttung bestimmt, festgesetzt wird. Neue Aktien, die durch die Übernehmende Gesellschaft ausgegeben werden, gewähren die gleichen Rechte wie die bestehenden Aktien der Übernehmenden Gesellschaft.

4.2 Zur Durchführung der Verschmelzung wird die Übernehmende Gesellschaft ihr Stammkapital von derzeit 80.717.168,64 EUR (in Worten: achtzig Millionen siebenhundertsiebzehntausend einhundertachtundsechzig Euro und vierundsechzig Cent) um 105.565.373,44 EUR (in Worten: einhundertfünf Millionen fünfhundertfünfundsechzig-tausend-dreihundertdreißig Euro und vierundvierzig Cent) auf 186.282.542,08 EUR (in Worten: einhundertsechszundachtzig Millionen zweihundertzweiundachtzigtausendfünfhundertzweiundvierzig Euro und acht Cent) erhöhen.

4.3 Durch die Verschmelzung werden die von der Übertragenden Gesellschaft 2 an der Übernehmenden Gesellschaft gehaltenen Aktien an die Übernehmende Gesellschaft übertragen. Die Übernehmende Gesellschaft wird deswegen gemäß Artikel 49-3 (3) des Gesetzes von 1915 beschließen, die auf diesem Wege erhaltenen eigenen Aktien zu annullieren und das Gesellschaftskapital von 186.282.542,08 EUR (in Worten: einhundertsechszundachtzig Millionen zweihundertzweiundachtzigtausendfünfhundertzweiundvierzig Euro und acht Cent) um 72.422.789,12 EUR (in Worten: zweiundsiebzig Millionen vierhundertzweiundzwanzigtausendsiebenhundertneunundachtzig Euro und zwölf Cent) auf 113.859.752,96 EUR (in Worten: einhundertdreizehn Millionen achthundert-neunundfünzigtausend siebenhundertzweiundfünfzig Euro und sechsundneunzig Cent) dementsprechend zu reduzieren.

5. Gewinnberechtigung. Die neuen Aktien der Übernehmenden Gesellschaft erhalten ein Anrecht auf Gewinnbeteiligung mit Wirkung ab dem Geschäftsjahr 2011, das am 1. Januar 2011 begonnen hat.

6. Wirksamwerden der Verschmelzung.

6.1 Die Übernahme des Vermögens der Übertragenden Gesellschaft 1 und der Übertragenden Gesellschaft 2 durch die Übernehmende Gesellschaft erfolgt für Zwecke der Rechnungslegung mit Wirkung zum 31. Dezember 2010, 24.00 Uhr / 1. Januar 2011, 0:00 Uhr. Von diesem Zeitpunkt an gelten alle Handlungen und Geschäfte der Übertragenden Gesellschaft 1 und der Übertragenden Gesellschaft 2 unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen.

6.2 Die gesetzlichen Bestimmungen über das Wirksamwerden der Verschmelzung bleiben unberührt. Die Verschmelzung wird demnach wirksam werden (zwischen den verschmelzenden Gesellschaften und gegenüber Dritten), sobald die außerordentliche Generalversammlungen der Aktionäre der verschmelzenden Gesellschaften der Verschmelzung zugestimmt haben und die Beschlüsse im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) veröffentlicht worden sind. Mit Wirksamwerden der Verschmelzung hören die Übertragende Gesellschaft 1 und die Übertragende Gesellschaft 2 auf zu bestehen.

7. Besondere Rechte.

7.1 Den Aktionären der Übertragenden Gesellschaft 1 und der Übertragenden Gesellschaft 2 wurden keine besonderen Rechte im Sinne des Artikels 261 (2) f) des Gesetzes von 1915 gewährt und es wurden keine anderen Wertpapiere als Aktien ausgegeben. Maßnahmen im Sinne dieser Vorschrift sind nicht vorgesehen.

7.2 Die Aufteilung der Aktien der Übernehmenden Gesellschaft in Aktien der Gattung A und Aktien der Gattung B bleibt bestehen.

8. Besondere Vorteile. Dem Verschmelzungsprüfer sowie den Mitgliedern der Leitungs-, Verwaltungs-, Aufsichts- oder Kontrollorgane der an der Verschmelzung beteiligten Kapitalgesellschaften werden keine besonderen Vorteile im Sinne des Artikels 261 (2) g) des Gesetzes von 1915 gewährt, mit Ausnahme der Gewährung von Vorstands- und Aufsichtsratsposten in der Übernehmenden Gesellschaft.

9. Einsichtnahme. Die Aktionäre haben das Recht, für einen Zeitraum von einem Monat, beginnend ab der Veröffentlichung dieses Verschmelzungsplans im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, die unter Artikel 267 (1) (a), (b), (d) und (e) des Gesetzes von 1915 aufgeführten Dokumente am Geschäftssitz aller Gesellschaften einzusehen. Eine Kopie dieser Dokumente wird jedem Aktionär auf Anfrage unentgeltlich zur Verfügung gestellt.

10. Zustimmung der Aktionäre.

10.1 Dieser Verschmelzungsplan wird zwischen den verschmelzenden Gesellschaften wirksam, sobald ihm die Generalversammlungen der Übertragenden Gesellschaft 1, der Übertragenden Gesellschaft 2 und der Übernehmenden Gesellschaft mit einer Mehrheit von zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen zugestimmt haben. Anschließend werden die entsprechenden Beschlüsse im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) veröffentlicht. Die Generalversammlungen werden voraussichtlich am 9. Juni 2011 abgehalten werden.

10.2 Jede Partei ist zum Rücktritt von diesem Verschmelzungsplan berechtigt, wenn die Verschmelzung nicht bis zum 30. Juni 2011 durch entsprechende Beschlüsse der Generalversammlungen der Übertragenden Gesellschaft 1, der Übertragenden Gesellschaft 2 und der Übernehmenden Gesellschaft zwischen den Gesellschaften wirksam geworden ist. Der Rücktritt ist den anderen Parteien gegenüber durch eingeschriebenen Brief mit Rückschein zu erklären und dem beurkundenden Notar schriftlich mitzuteilen. Im Falle des Rücktritts ist die Verschmelzung ausgeschlossen.

11. Kosten. Die durch diesen Verschmelzungsplan und aus seinem Vollzug entstehenden Kosten trägt die Übernehmende Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat der DZ PRIVATBANK S.A.:

Lars Hille / Wolfgang Köhler / Dr. Werner Leis / Dr. Stefan Schwab / Jürgen Wache / Andreas Neugebauer /
Dr. Franz Georg Brune / Norbert Friedrich / Dr. Frank Müller

Vorsitzender des Verwaltungsrates / Stellv. Vorsitzender des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates

Der Verwaltungsrat der WGZ BANK Luxembourg S.A.:

Werner Böhne / Karl-Heinz Moll / Peter Bersch / Paul Ensberg / Dr. Bernhard Früh

Vorsitzender des Verwaltungsrates / stellv. Vorsitzender des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates

Der Verwaltungsrat der DZ PB S.A.:

Lars Hille / Wolfgang Köhler / Hans Joachim Reinke / Dr. Stefan Schwab / Ralf Bringmann / Richard Manger /
Dr. Frank Müller / Andreas Neugebauer

Vorsitzender des Verwaltungsrates / stellv. Vorsitzender des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates

Référence de publication: 2011060637/153.

(110067972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2011.

Barkelay Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 340.100,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.758.

—
Extrait des Résolutions de l'associé unique du 16 mars 2011

L'associé unique de Barkelay S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission du gérant suivant avec effet au 1^{er} mars 2011:

* Luxembourg Corporation Company S.A.

* Michael Cairns

- de nommer le gérant suivant avec effet au 1^{er} mars 2011 et ce pour une durée illimitée:

* Eric Lechat, né le 21 février 1980 à Leuven, Belgique, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

* Michael Kidd, né le 18 avril 1960 à Basingstoke, Royaume-Unis, demeurant professionnellement au 28, rue Puert, L-5433 Niederdonven.

Luxembourg, le 17 mars 2011.

Eric Lechat.

Référence de publication: 2011040638/19.

(110044481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2011.

Novopar, Société Anonyme.

Capital social: EUR 625.000.000,00.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 73.465.

Projet de scission partielle

Le Conseil d'Administration de la société anonyme NOVOPAR (ci-après désignée la "société scindée") avec siège social à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 73.465, ici représentée par tous ses administrateurs actuellement en fonction à savoir:

- Monsieur Camille CIGRANG, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller

- Monsieur Freddy BRACKE, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller

- Monsieur Michel JADOT, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller

propose aux actionnaires de réaliser la scission de ladite société NOVOPAR selon les conditions et modalités suivantes:

Présentation de la scission

Description des sociétés concernées par la scission (art. 289 (2) a) LSC)

Identité de la société à scinder partiellement: NOVOPAR, société anonyme avec siège social à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, RCS Luxembourg B 73.465, constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 17 décembre 1999, publié au Mémorial C numéro 184 du 2 mars 2000.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, en date du 22 décembre 2010, publié au Mémorial C sous le numéro 420, du 4 mars 2011.

NOVOPAR conservera, à l'issue de la scission, son immeuble sis à L-2146 Luxembourg-Merl, 55-57 rue de Merl, les participations et éléments de patrimoine relatifs à des sociétés développant les activités de transport maritime roll-on/roll-off et autres activités accessoires. Elle fera l'objet de modifications statutaires et notamment d'un changement de dénomination sociale en "CLdN LIGNES REGULIERES S.A.".

Le capital social est fixé à six cent vingt-cinq millions d'euros (625.000.000,00 EUR) représenté par quarante-deux mille cent soixante et (42.161) actions rachetables sans désignation de valeur nominale.

La société a pour objet social l'achat, la vente, l'affrètement, le frètement et la gestion de navires de mer, ainsi que les opérations financières et commerciales s'y rattachant directement ou indirectement.

Il est proposé aux actionnaires de la société NOVOPAR d'approuver la scission de celle-ci par l'apport d'une partie de ses actifs et de ses passifs à trois (3) sociétés anonymes nouvelles à constituer, la société scindée subsistant et conservant une partie de ses actifs et de ses passifs.

Identité des sociétés bénéficiaires des apports résultant de la scission:

CLdN Vrac S.A., société anonyme, avec siège social à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, en voie de constitution dont le projet de statuts est annexé (ci-après dénommée "société bénéficiaire 1") détiendra, à l'issue de la scission, les participations relatives à des sociétés développant des activités de transport maritime de marchandises en vrac (vrac sec), dénommée ci-après "branche d'activités 1".

CLdN Terminaux S.A., société anonyme, avec siège social à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller en voie de constitution dont le projet de statuts est annexé (ci-après dénommée "société bénéficiaire 2") détiendra, à l'issue de la scission, les participations relatives à des sociétés développant des activités d'exploitation de terminaux portuaires, dénommée ci-après "branche d'activités 2".

CLdN Fin S.A., société anonyme, avec siège social à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, en voie de constitution dont le projet de statuts est annexé (ci-après dénommée "société bénéficiaire 3") détiendra, à l'issue de la scission, les participations relatives à des sociétés développant des activités de prise de participations financières dans des sociétés actives dans le domaine financier (plus particulièrement dans le domaine bancaire), dénommée ci-après "branche d'activités 3".

Les projets de statuts des sociétés ci-dessus bénéficiaires des apports résultant de la scission sont annexés au présent projet respectivement en annexe 1, 2 et 3.

Sur base du présent projet de scission et conformément aux articles 288 à 307 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (ci-après dénommée LSC), la société scindée transférera, une partie de son patrimoine, activement et passivement, aux trois (3) sociétés bénéficiaires des apports résultant de la scission à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire qui se tiendra à Esch-sur-Alzette par devant notaire au minimum un mois après la publication du présent projet de scission au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Conditions et Modalités de la scission

1. Attributions des actions et Absence de rapport d'échange (art. 289 (2) b) LSC). A la prise d'effet de la scission, les actionnaires de la société scindée se verront attribuer les actions des sociétés bénéficiaires des apports résultant de la scission dans la stricte proportion de leur participation originelle dans le capital de la société scindée.

Dès lors, conformément à l'article 307 (5) de la loi sur les sociétés commerciales, le projet de scission ne doit faire l'objet ni d'un examen ni d'un rapport écrit établi par un réviseur d'entreprises agréé destiné aux actionnaires.

2. Modalités de remise des actions des sociétés bénéficiaires (art. 289(2) c) LSC). Les actions des trois (3) sociétés bénéficiaires des apports résultant de la scission sont remises aux actionnaires de la société scindée le jour de la prise d'effet de la scission soit à la date d'approbation de la scission par l'assemblée générale des actionnaires de cette société. La matérialisation de cette remise d'actions se fera par inscription au registre des actions nominatives de chacune des sociétés bénéficiaires des apports résultant de la scission.

3. Date à partir de laquelle ces actions donnent le droit de participer aux bénéfices, ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit (art. 289(2) d) LSC). Les actions donnent le droit de participer aux bénéfices à partir de la date d'effet de la scission.

4. Date à partir de laquelle les opérations de la société scindée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte des sociétés bénéficiaires (art. 289 (2) e) LSC). Les opérations de la société scindée sont considérées, du point de vue comptable, comme accomplies pour compte des sociétés bénéficiaires des apports résultant de la scission à partir du 6 janvier 2011 à 00.00 heures.

5. Droits assurés par les sociétés bénéficiaires aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou les mesures proposées à leur égard (art. 289(2) f) LSC). Toutes les actions formant le capital social de la société scindée sont identiques et confèrent les mêmes droits et avantages aux détenteurs de celles-ci. Il n'y a pas lieu de créer dans les sociétés bénéficiaires des actions conférant des droits spéciaux.

6 Avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'article 294 LSC, aux membres des organes de gestion, ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés participant à la scission (art. 289 (2) g) LSC). Aucun avantage particulier n'est attribué aux experts de la société scindée aux membres des organes de gestion, ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés participant à la scission.

7. Description et la répartition précises des éléments du patrimoine actif et passif à transférer à chacune des sociétés bénéficiaires (art. 289 (2) h) LSC). La répartition des éléments du patrimoine actif et passif de NOVOPAR S.A. est décrite à l'annexe 4.

Les droits et obligations résultant de la branche d'activités 1 sont transférés à la société bénéficiaire 1. Les éléments d'actif et de passif y relatifs sont repris dans la colonne 2 CLdN Vrac S.A. du tableau de répartition des éléments du patrimoine repris en annexe 4

Les droits et obligations résultant de la branche d'activités 2 sont transférés à la société bénéficiaire 2. Les éléments d'actif et de passif y relatifs sont repris dans la colonne 3 CLdN Terminaux S.A. du tableau de répartition des éléments du patrimoine repris en annexe 4

Les droits et obligations résultant de la branche d'activités 3 sont transférés à la société bénéficiaire 3. Les éléments d'actif et de passif y relatifs sont repris dans la colonne 4 CLdN Fin S.A. du tableau de répartition des éléments du patrimoine repris en annexe 4

8. Répartition aux associés de la société scindée des actions des sociétés bénéficiaires, ainsi que le critère sur lequel cette répartition est fondée (art. 289 (2) i) LSC). La répartition des actions des sociétés bénéficiaires se fait au bénéfice des actionnaires de la société scindée sans effet patrimonial pour les actionnaires et selon l'article 289 (2) i LSC.

9. Date de prise d'effet de la scission entre parties. La scission juridique produit ses effets à la date de décision de l'assemblée générale des actionnaires décidant de la scission et de la constitution des nouvelles sociétés issues de la scission.

Immeubles

Il est signalé que le patrimoine de la société scindée comprend un immeuble sis à L-2146 Luxembourg-Merl, 55-57, rue de Merl. Cet immeuble restera dans le patrimoine de la société scindée après la scission.

Conséquences de la scission partielle

La scission partielle de la société NOVOPAR se fera par la constitution de trois (3) nouvelles sociétés ci-dessus dénommées société bénéficiaire 1, société bénéficiaire 2 et société bénéficiaire 3, lesquelles seront constituées aux fins de recevoir chacune une partie des éléments de l'actif et du passif de la société scindée. La société scindée subsistera et conservera la partie de son patrimoine actif et passif telle que décrite dans la présentation du projet de scission.

Affectation résiduelle

S'il devait s'avérer que des engagements ou des éléments d'actifs et de passifs relevant du patrimoine de la société scindée n'ont pas été attribués de manière formelle, ceux-ci resteront de plein droit attribués à la société scindée.

Rapport du réviseur d'entreprises agréé

La société BDO Audit avec siège à L-1653 Luxembourg, 2, Avenue Charles de Gaulle, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.570 a été désignée aux fins d'établir le rapport sur les apports autres qu'en numéraire dans la cadre de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales.

Modifications éventuelles du projet de scission partielle

Un ou plusieurs points du présent projet de scission partielle pourra toujours être modifié ou complété par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Mentions complémentaires

Tous les frais, droits et honoraires dus au titre de la scission seront supportés à parts égales par les sociétés issues de la scission.

- Annexe 1: projet de statuts de "CLdN Vrac S.A."
- Annexe 2: projet de statuts de "CLdN Terminaux S.A."
- Annexe 3: projet de statuts de CLdN Fin S.A."
- Annexe 4: répartition des éléments du patrimoine de NOVOPAR S.A.

Le Conseil de l'Administration de NOVOPAR, représenté par et:

Etabli à Luxembourg, le 3 mai 2011.

Camille Cigrang / Michel Jadot / Freddy Bracke

Administrateur / Administrateur / Administrateur

Annexe 1.

Projet de statuts de CLdN Vrac S.A.

Art. 1^{er}. Dénomination - Forme. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "CLdN Vrac S.A."

Art. 2. Siège social. Le siège social de la société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires ou du Conseil d'Administration.

Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des filiales, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet. La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure ou la Société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.

Art. 5. Capital. Le capital social de la Société est fixé à CENT QUATRE-VINGT-SIX MILLIONS D'EUROS (EUR 186.000.000,-) représenté par QUARANTE-DEUX MILLE CENT SOIXANTE-ET-UNE (42.161) actions sans désignation de valeur nominale

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

En cas d'usufruitier et de nu-propriétaire, c'est l'usufruitier qui a le droit de vote et au dividende

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société; Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 30 juin à 10 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale se tiendra le premier jour ouvrable précédent. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé par les statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax ou tout autre moyen de communication similaire, une personne comme mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence, ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants. Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé. Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur-délégué, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil d'administration, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le Conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion de conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Art. 12. Pouvoirs du conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation der la société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant aux conditions et avec des pouvoirs tels que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Représentation. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs de gestion journalière, l'achat et la vente de participations n'étant pas à considérer comme gestion journalière de la Société.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années; Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1er janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Allocations des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne son pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2011.

La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2012.

Annexe 2.

Projet de statuts de CLdN Terminaux S.A.

Art. 1^{er}. Dénomination - Forme. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "CLdN Terminaux S.A.".

Art. 2. Siège social. Le siège social de la société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires ou du Conseil d'Administration.

Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des filiales, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet. La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la Société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.

Art. 5. Capital. Le capital social de la Société est fixé à CENT SEPTANTE-CINQ MILLIONS D'EUROS (EUR 175.000.000,-) représenté par QUARANTE-DEUX MILLE CENT SOIXANTE-ET-UNE (42.161) actions sans désignation de valeur nominale

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

En cas d'usufruitier et de nu-propriétaire, c'est l'usufruitier qui a le droit de vote et au dividende

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société; Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Sociétés.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 30 juin à 12 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale se tiendra le premier jour ouvrable précédent. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Sociétés, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé par les statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax ou tout autre moyen de communication similaire, une personne comme mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence, ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants. Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur-délégué, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil d'administration, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le Conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion de conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Art. 12. Pouvoirs du conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant aux conditions et avec des pouvoirs tels que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Représentation. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs de gestion journalière, l'achat et la vente de participations n'étant pas à considérer comme gestion journalière de la Société.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années; ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Allocations des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2011.

La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2012.

Annexe 3.

Projet de statuts de CLdN Fin S.A.

Art. 1er. Dénomination - Forme. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "CLdN Fin S.A.".

Art. 2. Siège social. Le siège social de la société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires ou du Conseil d'Administration.

Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des filiales, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet. La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la Société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.

Art. 5. Capital. Le capital social de la Société est fixé à CENT CINQUANTE-SIX MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS (EUR 156.500.000,-) représenté par QUARANTE-DEUX MILLE CENT SOIXANTE-ET-UNE (42.161) actions sans désignation de valeur nominale

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

En cas d'usufruitier et de nu-propriétaire, c'est l'usufruitier qui a le droit de vote et au dividende

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société; Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Sociétés.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 30 juin à 14 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale se tiendra le premier jour ouvrable précédent. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Sociétés, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé par les statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire, une personne comme mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence, ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants. Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur-délégué, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil d'administration, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le Conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion de conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Art. 12. Pouvoirs du conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant aux conditions et avec des pouvoirs tels que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Représentation. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs de gestion journalière, l'achat et la vente de participations n'étant pas à considérer comme gestion journalière de la Société.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années; Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1er janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Allocations des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2011. La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2012.

Annexe 4. Répartition des éléments du patrimoine de NOVOPAR S.A.

	Novopar avant scission	Soc. bénéficiaire 1 CLdN Vrac S.A.	Soc. bénéficiaire 2 CLdN Terminaux S.A.	Soc. bénéficiaire 3 CLdN Fin S.A.	Novopar après scission
ACTIF	1.135.085.081,02	186.073.656,25	175.000.000,00	156.822.160,00	617.189.264,77
ACTIF IMMOBILISE	990.930.267,50	186.073.656,25	175.000.000,00	156.822.160,00	473.034.451,25
Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	1.596.019,68	0,00	0,00	0,00	1.596.019,68
Terrains et constructions	1.579.063,15	0,00	0,00	0,00	1.579.063,15
Autres Installations, outillage, mobilier	16.956,53	0,00	0,00	0,00	16.956,53
Immobilisations financières	989.334.247,82	186.073.656,25	175.000.000,00	156.822.160,00	471.438.431,57
Parts dans des	989.334.247,82	186.073.656,25	175.000.000,00	156.822.160,00	471.438.431,57

entreprises liées					
Altercorp SA	146.600.000,00	146.600.000,00	0,00	0,00	0,00
Novoco SA	23.500.000,00	23.500.000,00	0,00	0,00	0,00
Novofin SA	15.973.656,25	15.973.656,25	0,00	0,00	0,00
CLdN Finance SA	105.000.000,00	0,00	0,00	105.000.000,00	0,00
CLdN Ports SA	175.000.000,00	0,00	175.000.000,00	0,00	0,00
Cobfin SA	327.018.012,57	0,00	0,00	0,00	327.018.012,57
Cobelfin VOF	144.419.420,00	0,00	0,00	0,00	144.419.420,00
Novofin VOF	51.822.160,00	0,00	0,00	51.822.160,00	0,00
Ocean Arrow Ireland Ltd	999,00	0,00	0,00	0,00	999,00
Créances sur des entreprises liées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACTIF CIRCULANT . . .	144.152.841,09	0,00	0,00	0,00	144.152.841,09
Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	143.928.714,39	0,00	0,00	0,00	143.928.714,39
Créances ventes et prestations de services					
- inférieure ou égale					
à 1 an	100.686,31	0,00	0,00	0,00	100.686,31
- supérieure à 1 an	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entreprises liées					
- inférieure ou égale					
à 1 an	143.640.130,37	0,00	0,00	0,00	143.640.130,37
- supérieure à 1 an	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances entr. avec un lien de partic.					
- inférieure ou égale					
à 1 an	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- supérieure à 1 an	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances					
- inférieure ou égale					
à 1 an	187.897,71	0,00	0,00	0,00	187.897,71
- supérieure à 1 an		0,00	0,00	0,00	0,00
Valeurs mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Avoirs en banque, CCP, chèques et encaisse	224.126,70	0,00	0,00	0,00	224.126,70
COMPTES DE REGULARISATION	1.972,43	0,00	0,00	0,00	1.972,43
PASSIF	1.135.085.081,02	186.073.656,25	175.000.000,00	156.822.160,00	617.189.264,77
CAPITAUX					
PROPRES	844.380.593,01	186.073.656,25	175.000.000,00	156.822.160,00	326.484.776,76
Capital souscrit	625.000.000,00	186.000.000,00	175.000.000,00	156.500.000,00	107.500.000,00
Prime d'émission	10.672.088,68	0,00	0,00	0,00	10.672.088,68
Réserve légale	2.190.000,00	0,00	0,00	0,00	2.190.000,00
Résultats reportés	408.520,55	73.656,25	0,00	322.160,00	12.704,30
Résultats de l'exercice	196.871.753,64	0,00	0,00	0,00	196.871.753,64
Plus-values immunisées	9.238.230,14	0,00	0,00	0,00	9.238.230,14
DETTES					
SUBORDONNEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS POUR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RISQUES ET

CHARGES

DETTES	290.704.488,01	0,00	0,00	0,00	290.704.488,01
------------------	----------------	------	------	------	----------------

Dettes sur achats et
prestations de services

- inférieure ou égale

à 1 an	30.871,68	0,00	0,00	0,00	30.871,68
------------------	-----------	------	------	------	-----------

- supérieure à 1 an	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
-------------------------------	------	------	------	------	------

Dettes entrep. avec
un lien de participation
et sur des entreprises
liées

- inférieure ou égale

à 1 an	149.836.447,51	0,00	0,00	0,00	149.836.447,51
------------------	----------------	------	------	------	----------------

- supérieure à 1 an	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
-------------------------------	------	------	------	------	------

Dettes fiscales et

sécurité sociale

- inférieure ou égale

à 1 an	127.456,54	0,00	0,00	0,00	127.456,54
------------------	------------	------	------	------	------------

- supérieure à 1 an	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
-------------------------------	------	------	------	------	------

Autres dettes

- inférieure ou égale

à 1 an	140.709.712,28	0,00	0,00	0,00	140.709.712,28
------------------	----------------	------	------	------	----------------

- supérieure à 1 an	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
-------------------------------	------	------	------	------	------

COMPTES DE

REGULARISATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
--------------------------	------	------	------	------	------

Référence de publication: 2011060638/564.

(110067964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2011.

Universal Premium Trading, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8147 Bridel, 21, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 158.791.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the first day of February,

Before, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Universal Premium Holding SA, a Luxembourg company with registered office at 21, rue des Prés, L-8147 Bridel, registered with the Luxembourg Registry of Commerce under number B 148.538,

here represented by Mr. Vincent de Rycke, director of Universal Premium Holding SA, residing professionally in Bridel, Luxembourg, by virtue of a board resolution dated 1st February 2011 and a copy of which shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, acting in the capacity it has, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of Universal Premium Trading (the Company).

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is the holding of participations and to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development, and particularly, but not limited to, in the field of commodities, oil, gas, mineral resources, energy, renewable energy and petro chemistry.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Bridel in the Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at twenty thousand USD (USD 20,000.-) represented by 200 (two hundred) shares of one hundred USD (USD 100.-) each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders.

The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, Suspension of civil rights, Insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company to an end.

Art. 12. Management. The Company is managed by a single manager or by a board of managers of not less than two (2) members.

The managers need not to be shareholders. The managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the managers. The Company shall be bound, in case of a single manager, by the sole signature of the manager, or in case of a board of managers, by the joint signatures of two managers.

The manager or the board of managers may sub-delegate his/their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The delegating manager will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twentyfour) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency.

This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholder(s). An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, Quorum and Majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the 1915 Act.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on the 1st of January and ends on 31st of December of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, Reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the 1915 Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the 1915 Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established and shares have been subscribed as follows:

Universal Premium Holding SA: 200 shares (two hundred shares)

All these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of twenty thousand USD (USD 20,000.-) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2011.

Statement and Estimate of Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand three hundred Euro.

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. the number of managers is set at three (3). The sole shareholder appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

Mr. Teodor Ioan Vostinaru, born on 3 January 1958 in Timisoara, Romania and professional resident at Bucharest, Piata Montreal nr. 10, World trade Centre, Sector I, Romania and Chairman of the board of managers;

Mr. Victor Rosu, born on 11 May 1948, in Bucharest, Romania and professional resident at Bucharest, Piata Montreal nr. 10, World trade Centre, Sector I, Romania;

Mr. Vincent de Rycke, born on 22 March 1973 in Ghent, Belgium and professional resident at 21, rue des Prés, 8147 Bridel, Grand Duchy of Luxembourg.

2. the registered office is established at 21, rue des Prés, 8147 Bridel, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder(s) of the appearing party,, the proxyholder(s) of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze le premier février,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Universal Premium Holding SA, une société Luxembourgeoise ayant son siège à 21, rue des Prés, L-8147 Bridel, enregistrée au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 147.538,

Ici représentée par Monsieur Vincent de Rycke, administrateur de Universal Premium Holding SA, avec adresse professionnelle à Bridel, Luxembourg en vertu d'une résolution du Conseil d'administration en date du 1^{er} février 2011 dont une copie restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de Universal Premium Trading (ci-après, la Société).

Art. 2. Objet social. L'objet social de la Société est la détention de participations et l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

D'une manière générale, la Société pourra prêter toute assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, notamment, mais non limité à des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour participer dans la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt directs ou indirects et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y inclus, mais non limité à la gestion et le développement de ses sociétés et leur portefeuille, financièrement, par des prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement, et particulièrement, mais pas limité au secteur des produits de base, le pétrolier, le gaz, les sources minérales, l'énergie, l'énergie renouvelable et la pétrochimie.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi à Bridel au Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du conseil de gérance.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de vingt mille dollars d'Etats Unis (USD 20.000,-) représenté par deux cents (200) parts sociales de cent USD (USD 100.-) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres. En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants. Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, Interdiction, Faillite ou Déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un gérant unique ou par un conseil de gérance composé de pas moins de deux (2) membres.

Les gérants seront ou non actionnaires. Les gérants sont nommés, révoqués et remplacés par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée par les associés possédants plus de la moitié du capital social.

Vis-à-vis des tiers, les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

La Société sera engagée, en cas d'un seul gérant, par la signature individuelle du gérant, ou en cas d'un conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants.

Le ou les gérants pourront déléguer ses/leurs compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant qui délègue déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

Les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Si un président a été désigné, il présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence.

On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Assemblées générale des associés. Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un

projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 15. Droits de vote des associés, Quorum et Majorité. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 17. Comptes annuels. Chaque année, au trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfices, Réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Commissaire aux comptes - Réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 21. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et Libération

Les statuts ont été arrêtés et les parts ont été souscrits comme suit:

Universal Premium Holding SA: 200 (deux cent) parts sociales.

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de vingt mille USD (USD 20.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions Transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2011.

Évaluation des Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1.300,

Assemblée Générale

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. le nombre de gérants a été fixé à trois (3). Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

M. Teodor Ioan Vostinaru, né le 3 janvier 1958 à Timisoara, Roumanie et réside professionnellement à Bucarest, Piata Montreal nr. 10, World trade Centre, Secteur I, Roumanie comme Président du conseil de gérants;

Mr. Victor Rosu, né le 11 mai 1948, à Bucarest, Roumanie et professionnellement résident à Bucarest, Piata Montreal nr. 10, World trade Centre, Secteur I, Roumanie;

Mr. Vincent de Rycke, né le 22 mars 1973 à Gand, Belgique et professionnellement résident à 21, rue des Prés, 8147 Bridel, Grand-Duché de Luxembourg.

2.- le siège social est fixé à L-8147 Bridel, 21, rue des Prés.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. DE RYCKE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 02 février 2011. Relation: LAC/2011/5462. Reçu soixante-quinze euros (75,-€).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 10 février 2011.

Référence de publication: 2011021991/363.

(110026332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2011.

Tuvalu Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 34.957.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2011.

Pour: TUVU HOLDING S.A.

Société anonyme holding

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy SZABO / Mireille WAGNER

Référence de publication: 2011040785/15.

(110045249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

Maliso Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 108.892.

DISSOLUTION

In the year two thousand and ten, on the thirtieth day of December.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

APPEARED:

Mr Peter MONOS, residing in Bodola Lajos U.44 1116 Budapest, (Hungary) here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a power of attorney delivered to him, said power will remain attached to the present deed after being signed "ne varietur" by the empowered and the undersigned notary.

Such appearing party has, by the empowered, requested the notary to act his declarations as follows:

a) That the Luxembourg stock company "Maliso Holding S.A.", with registered office in L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines, (R.C.S. Luxembourg section B number 108.892), has been incorporated by a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on the 24nd of June 2005, published in the Mémorial C number 1137 of the 3rd day of November

b) That the subscribed capital of the company presently amounts to thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into three hundred and ten (310) shares of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

c) That the appearing party acquired all shares of the predesignated company "Maliso Holding S.A." and that as a sole shareholder declares explicitly to proceed with the dissolution of the said company.

d) That the appearing party takes over all assets and liabilities of the dissolved company and that the liquidation of the company is terminated without prejudice to the principal personally assuming all its liabilities.

e) That the shareholder's register and the bearer shares of the dissolved company has been cancelled.

f) That the appearing party, represented as said before, fully discharges the board of directors and statutory auditor for the performance of their mandates up to this date.

g) That the records and documents of the company will be kept for a period of five years at least at the former registered office of the dissolved company in L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

43916

Expenses

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of the present deed, is approximately valued at eight hundred and fifty Euros.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing mandatory, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing mandatory and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le trente décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné. Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A COMPARU:

Mr Peter MONOS, demeurant à Bodola Lajos U.44 1116 Budapest, (Hongrie), ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

Lequel comparant a, par son mandataire, requis le notaire instrumentant de documenter comme suit ses déclarations:

a.- Que la société anonyme "Maliso Holding S.A.", avec siège social à L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 108.892), a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 24 juin 2005, publié au Mémorial C numéro 1137 du 3 novembre 2005

b) Que le capital souscrit de la société s'élève actuellement à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) divisé en trois cent dix (310) actions de cent euros (EUR 100,-) chacune.

c) Que le comparant est devenu propriétaire de toutes les actions de la susdite société "Maliso Holding S.A." et qu'en tant qu'actionnaire unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

d) Que le comparant déclare en outre prendre à sa charge tous les actifs et passifs de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

e) Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des titres au porteur de la société dissoute.

f) Que décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs et au commissaire de surveillance de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

g) Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la société dissoute à L1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de sept cent cinquante euros.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 13 janvier 2011. Relation GRE/2011/310. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 18 février 2011.

Référence de publication: 2011024741/78.

(110030212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2011.

Barlux S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 28.300.

L'an deux mille dix, le seize décembre.

Par devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding «BARLUX S.A.», ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg à la section B, sous le numéro 28 300, constituée suivant acte reçu le 21 juin 1988 par Me Robert ELTER, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 239 du 7 septembre 1988.

L'assemblée est présidée par Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Alexia UHL, juriste, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Jacqueline HONYMUS, expert-comptable, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I. - Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II. - Il ressort de la liste de présence que les 37.500 (trente-sept mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de EUR 24,80 (vingt-quatre euros et quatre-vingt cents) chacune, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III. - L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification du statut de la société qui n'aura plus désormais celui d'une société holding défini par la loi du 31 juillet 1929 mais celui d'une société de participations financières.

2. Modification subséquente de l'article 4 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»

3. Refonte complète des statuts (suivant projet en annexe) pour les adapter aux décisions susmentionnées de l'ordre du jour et à toutes modifications apportées à la loi sur les sociétés commerciales.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution:

L'assemblée décide d'abandonner le régime fiscal instauré par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et d'adopter le statut d'une société de participations financières.

Aucun emprunt obligataire n'a été émis par la société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec la modification envisagée.

Deuxième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 4 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide de procéder à une refonte complète des statuts, pour les adapter aux décisions qui précèdent et à toutes modifications apportées à la loi sur les sociétés commerciales, et de leur donner la teneur suivante:

«Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de «BARLUX S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 930.000 (neuf cent trente mille euros) représenté par 37.500 (trente-sept mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de EUR 24,80 (vingt-quatre euros et quatre-vingt cents) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique tenue dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier lundi du mois de mai à 10.30 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: L. HANSEN, A. UHL, J. HONYMUS, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 décembre 2010. Relation: EAC/2010/16331. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011024042/176.

(110028865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

Nicole Van Engelen Beheer B.V./S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 150.011.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2011040473/10.

(110044906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

Diane Finance International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 89.186.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Extrait

Par jugement rendu en date du 14 mars 2011, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a en vertu de l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société:

- DIANE FINANCE INTERNATIONAL S.à r.l., avec siège social à L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare, de faite inconnue à cette adresse.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole KUGENER, juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Benoît DUVIEUSART, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, et ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe du Tribunal de commerce de et à Luxembourg avant le 31 MARS 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Me Benoît DUVIEUSART

Le liquidateur

Référence de publication: 2011043594/22.

(110049105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.
